

Burundi : Nouvelle interpellation de la classe politique par l'église catholique

@rib News, 11/09/2017 – Source Xinhua Burundi : les évêques catholiques appellent à un dialogue inclusif pour résoudre la crise Les évêques catholiques du Burundi appellent l'ensemble des membres de la classe politique burundaise à un dialogue inclusif pour "barrer la route à ceux qui voudraient emprunter la voie de la guerre", apprend-on lundi d'un message de la Conférence des huit évêques catholiques burundais lu dimanche dans toutes les paroisses de cette confession religieuse au Burundi.[Photo : Audience du Pape François aux évêques de la Conférence épiscopale du Burundi en visite ad Limina Apostolorum, 5 mai 2014]

Dans le cadre de la recherche d'une réponse politique durable aux conséquences de la dernière crise électorale burundaise déclenchée le 26 avril 2015, deux processus parallèles de dialogue interburundais ont été initiés depuis janvier 2016 dans le pays (dialogue intérieur) et en Tanzanie (dialogue extérieur), mais le Burundi et ses partenaires attendent encore une synthèse de leurs conclusions respectives. "Au Burundi, nous avons tellement souffert des méfaits de la guerre dans les familles, parmi les jeunes et les adultes, qu'aucune personne responsable ne saurait accepter que le pays replonge dans la belligérance", précise ce message épiscopal dont la copie originale est rédigée en langue nationale, le kirundi. Dans un point de presse tenu en marge de la lecture de ce message, Mgr Joachim Ntahondereye, évêque du diocèse de Bubanza et président en exercice de la Conférence des évêques catholiques du Burundi, a expliqué que cette nouvelle interpellation de l'église catholique burundaise intervient après constat qu'au Burundi, "les mésententes entre les politiciens ont dégénéré en suspensions, en exclusions mutuelles, et en la chasse à l'homme et en assassinats". Cette situation a poussé de nombreux Burundais dont des politiciens, des membres des corps de défense et de sécurité, des opérateurs économiques et de différentes organisations de la société civile, à chercher refuge à l'étranger où ils vivent dans des conditions "malheureuses", a-t-il ajouté. Mgr Ntahondereye a souligné que cette triste situation a fait que les Burundais n'arrivent plus à se concerter tous pour bâtir ensemble leur patrie. "A cause de cela, force est de reconnaître que notre pays est en train de perdre énormément dans tous les secteurs de la vie nationale. Or, en fait, que ce soit ceux qui sont au pouvoir, ceux qui cherchent à le conquérir et même tous les Burundais, sont comme des voyageurs qui partagent la même route où chacun a besoin de l'apport de l'autre", a-t-il explicité. Le message de la Conférence des évêques catholiques du Burundi a indiqué également que le dialogue intérieur interburundais "n'a pas rassuré tous les Burundais". "Puisqu'il y a un dialogue destiné à se tenir là où même ceux qui sont en exil peuvent facilement se rendre, il est bon que tous les concernés y soient conviés et y prennent part afin de trouver des solutions adéquates à cette situation d'impasse que vit notre pays", insiste le message. Les évêques burundais font remarquer dans leur message que les questions les plus importantes du dialogue ont déjà été identifiées par la médiation régionale pilotée par l'ancien chef d'Etat tanzanien Benjamin William Mkapa agissant sous l'égide de la Communauté est-africaine. Ils ont cité notamment la révision de la Constitution qui, selon eux, devrait être discutée selon l'esprit de la réconciliation des Burundais incarné par l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi conclu le 28 août 2000 entre les protagonistes burundais à Arusha avec une médiation internationale par l'ancien chef d'Etat sud-africain, Nelson Mandela. Ces évêques ont affirmé également que si ce dialogue tarde à venir, ils craignent que les problèmes actuels du Burundi se compliquent davantage.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});